



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 19 février 2024

EN RÉSUMÉ

Au cours de cette semaine, l'actualité dans le domaine de la santé a été marquée par plusieurs sujets majeurs, parmi lesquels figurent :

- **La pénurie de médicaments**, avec l'annonce par l'exécutif d'un plan d'action à venir pour lutter contre ce risque.
- **L'accès aux soins et les urgences** : Décideurs privés et publics dénoncent cette détérioration et appellent à des mesures concrètes.
- **« Aide exceptionnelle » pour l'hôpital** : Le gouvernement annonce une aide de 500 millions d'euros pour les hôpitaux, accompagnée de la restitution de 470 millions de crédits "non consommés".
- **L'augmentation des prestations versées au titre de la santé par l'organisme complémentaire**.

Nominations

M. François MENGIN LECREULX, jusqu'alors conseiller chargé de la solidarité au cabinet de Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, vient d'être nommé directeur adjoint de ce cabinet, chargé des solidarités et des personnes âgées.

M. Evan MALCZYK, directeur d'hôpital, et **Romain BEGUE** ont été nommés conseillers au cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention.

M. Samir HENNI, professeur des universités-praticien hospitalier, ancien chef de pôle au CHU d'Angers, est nommé directeur général du Centre hospitalier universitaire de Strasbourg.

M. Damien IENTILE, inspecteur des finances, ancien directeur du cabinet de M. Gabriel ATTAL, puis de M. Thomas CAZENAVE au ministère chargé des Comptes publics, se verrait confier la direction générale de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale.

M. Frédéric FAVIE, ancien directeur du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie de sécurité sociale, a été renouvelé à la présidence du conseil d'administration du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), qu'il assume depuis janvier 2018.

Mme Marion MARTY, inspectrice des affaires sociales, conseillère handicap et grand âge à Matignon, va être nommée directrice adjointe du cabinet de M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la Santé et de la Prévention.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Pénuries de médicaments : Le gouvernement français a présenté sa feuille de route pour la période jusqu'à 2027 pour lutter contre les pénuries de médicaments. La stratégie comprend des mesures de détection et d'intervention graduées, la promotion du bon usage des médicaments, la relocalisation des médicaments stratégiques, et l'amélioration de la transparence de la chaîne d'approvisionnement. Une réunion avec les acteurs du médicament est prévue dans les prochains mois, et une PPL sur le sujet sera examinée à l'AN.

Commission d'enquête pour les Urgences : Un groupe de députés, accompagné de syndicats et associations, demande à la présidente de l'AN de mettre à l'ordre du jour la proposition de résolution pour la création d'une commission d'enquête sur les pertes de chance pour les patients liées aux fermetures de services d'urgences et au manque de personnel. Une cinquantaine d'organisations, dont des branches syndicales : Association des médecins urgentistes de France, Collectif Inter-hôpitaux, Médecins du Monde et Attac, ont signé cette demande.

Aide pour les hôpitaux : Le gouvernement annonce une aide de 500 millions d'euros pour les hôpitaux, accompagnée de la restitution de 470 millions de crédits "non consommés". La FHF et la FHP expriment leur insatisfaction car ces mesures ne compensent pas la dégradation des comptes des établissements de santé. Ils réclament depuis plusieurs mois 1,5 milliards d'euros pour compenser l'inflation de l'année précédente. La FHF estime que les établissements sont "ponctionnés". Les hôpitaux privés partagent cette opinion.

Conseil d'État & vaccination contre le papillomavirus : Le Conseil d'État a rejeté le pourvoi de l'association E3M demandant un moratoire sur la campagne nationale de vaccination contre le HPV. E3M alléguait que les vaccins anti-HPV provoquaient la myofasciite à macrophages. La décision datée du 09/02, souligne que plus de deux tiers des individus sont contaminés par un papillomavirus durant leur vie. La décision repose sur le "bon profil de sécurité" du vaccin Gardasil 9 utilisé, présent sur le marché depuis quinze ans. Les effets indésirables sont surveillés par l'ANSM depuis le début de la campagne.

Les acteurs du social notent "la persistance, voire l'aggravation, des difficultés liées à l'inflation" : Les personnes en difficulté de santé, notamment psychologique, voient leurs problèmes s'aggraver en raison d'une prise en charge insuffisante. La diminution des structures et des professionnels de santé face à l'augmentation des besoins contribue à cette détérioration. Les difficultés psychiques et d'addiction augmentent, affectant particulièrement les jeunes et les personnes âgées précaires en perte d'autonomie. Le mal-être s'accroît avec des conditions de travail précaires, entraînant des démissions et des obstacles aux allocations chômage. L'allongement des parcours de soins, lié au manque de professionnels, impacte la situation financière des salariés en arrêt de travail.

Augmentation des prestations versées au titre de la santé par les organismes complémentaires : Le rapport annuel de la Drees sur la situation financière des organismes complémentaires de santé révèle plusieurs points clés. En 2022, le marché de la complémentaire santé a continué de se concentrer. Les cotisations en santé atteignent 40,5 milliards d'euros. Les prestations versées ont atteint les 32,8 milliards d'euros. Les charges de gestion représentaient 20 % des cotisations collectées. Malgré les écarts entre les organismes, la solvabilité financière des organismes complémentaires exerçant une activité d'assurance santé reste élevée.